

Alarme

FERMENT OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

5 Fr

" PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSONS-NOUS, SUPPRIMONS LES POLICES, LES ARMEES,
LA PRODUCTION DE GUERRE, LES FRONTIERES, LE TRAVAIL SALARIE
ARMES, POUVOIR, ECONOMIE AU PROLETARIAT. "

EDITORIAL:

TAILLE DE FAUSSES IDEES

"Parmi les groupes plus ou moins révolutionnaires qui existent sur plusieurs continents (...) la maigreur et l'incongruité théoriques des uns et des autres atteint une borne au-delà de laquelle on ne voit plus rien".

Conscience révolutionnaire et
classe pour soi.

1976. Alarme n°13

S'agissant des problèmes posés dans le monde actuel, qui sont ceux de la classe révolutionnaire, les groupes mentionnés ont dépassé à cette date, et de bien loin, la borne que nous avons indiquée il y a douze ans. Nous allons le préciser, car il ne s'agit pas de parler tout bonnement, ni de griffonner des pages et des pages pour peu de chose ou pour embrouiller, vice souvent étalé aujourd'hui comme une qualité.

La maigreur et l'incongruité théoriques principales, d'où en jaillissent d'autres, on la trouve dans l'estimation de la nature de notre époque. Tous répondent : "de très grande concentration mondiale du capital et de décadence" (toute exception se situerait idéologiquement à droite et ne mérite aucun commentaire). La maigreur et l'incongruité apparaissent dès qu'il s'agit de signaler le pourquoi et le comment de la concentration et de la décadence. Pour ce qui est de la première, la plupart se limitent à constater le fait, à l'instar du mouvement révolutionnaire entre les deux grandes guerres. Certains, cependant, portent l'absurde au comble en niant qu'il y ait croissance au-delà du cycle guerre-reconstruction-guerre. Ils interdisent au capitalisme mondial de dépasser le niveau de ce qu'il a détruit.

D'autres groupes, sans donner dans un travers aussi risible, acceptent l'idée de cycle, sauf en cas de révolution, il va de soi. Cependant tous ignorent que la concentration énorme du capital, quelque volume qu'ils lui accordent, a été rendue possible grâce à la défaite du prolétariat entre les deux guerres, prolongée après la dernière. Mais avant de revenir sur cela, il faut éclaircir où se trouve l'origine de la décadence, car il s'agit là de la principale caractéristique de l'actuelle période historique. Tous les groupes, sans exception connue, la voient dans une impossible croissance des instruments de production au sein du capitalisme actuel. Elle-même pousserait à la crise de surproduction dont ils ont tant jaser et celle-ci, à son tour, moyennant le chômage à grande échelle, engendrerait la mobilisation des masses et la conscience révolutionnaire. C'est ça leur matérialisme. Comme démonstration de l'existence de la crise ils présentaient le chômage, tandis que manquait ce qui blesse le capital, c'est-à-dire ce qui origine cette sorte de crise. Outre cette bourde-là, les groupes en question se sont vu infliger un double démenti par le chômage. Ils attendaient une augmentation des luttes et leur radicalisation ("accélération de l'histoire", entendait-on dire d'une voix grave). Comme à dessein pour leur fermer la bouche, le nombre des luttes diminuait à proportion de l'augmentation du chômage, alors qu'elles se multiplient avec sa diminution.

L'évènement capitaliste le plus important des dernières décennies a été l'avance prise par la technologie japonaise, rapetissant toutes les autres, celle des USA comprise. Les occidentaux, pour faire face à la compétitivité niponne, entreprirent le renouvellement de leur machinerie et la réduction de leur main d'oeuvre. C'est ce dernier facteur que les susdits groupes, superficiels, interprétèrent comme leur crise tant annoncée, prolégomène d'une commotion révolutionnaire mondiale... ou de troisième guerre. Vingt années de leur vie et des montagnes de publications gaspillées pour se voir finalement réfutés, sans appel possible, par la robotique et l'électronique qui prolongent la croissance capitaliste, seulement réduite auparavant.

Que la décadence du système se manifeste par l'incapacité de développer ses instruments de production, c'est une idée qui vient aussi de la Troisième Internationale et du Programme de Transition de Trotsky. Tous les groupes mentionnés ont été leurs prisonniers, malgré les dénégations de la réalité vivante. C'est ainsi qu'ils sont allés se submerger dans leur propre gâchis. Ils désorientent idéologiquement le prolétariat et contribuent à sa passivité. Ils tombent dans ce qu'ils voudraient pourtant éviter.

Quant à nous, nous nous répétons à nouveau, en écrivant que la décadence capitaliste est engendrée et répandue par la croissance actuelle de ses forces de production. La dernière d'entre elles, plus importante que toutes les antérieures, coexiste avec la décadence et la secrète. S'il est vrai qu'autrefois la croissance comportait un développement social, à présent elle l'attaque, le pervertit, car croissance des instruments de production sous leur forme capitaliste et développement social s'entrechoquent irréductiblement. Le second doit impérativement, à fin de reprendre, se débarrasser de l'autre. C'est celle-là la contradiction suprême du capitalisme, qui est déterminée par la force humaine de travail, le prolétariat dans son acception la plus large, dont la marche en avant exige la domination des instruments de travail, et par conséquent, celle de

son propre devenir. Comme il a été exposé dans l'éditorial d'Alarme n° 39, ce qui engendre la décadence, c'est le même facteur qui avait constitué le côté progressiste du système, à savoir, la croissance productive des instruments de travail en qualité de capital créé par l'exploitation salariale. Dès lors, la décadence s'introduit dès que les instruments de production accumulés permettent le passage à un système de développement social en rupture avec la relation capitaliste entre instruments de travail et travail humain. Or ces mêmes groupes s'acharnent à nier la croissance industrielle, contre une écrasante réalité et avec une assurance d'irresponsables ; en tout cas, il leur échappe entièrement sa nature décadente et délétère. Et ils ne voient en aucun cas comment, de cette réalité mondiale, se dégagent des propositions révolutionnaires susceptibles de redonner vigueur à l'activité des exploités directement contre le capitalisme.

De toute manière leur échaffaudage théorique s'écroule et jusqu'au sol les portant qui devient du sable mouvant. Leur raisonnement même augmente leur désarroi. En effet, si le capitalisme se trouve en circuit fermé guerre-reconstruction-guerre, une crise de surproduction devient quelque chose de chimérique, car il suffit au système de transformer en ferraille une partie de son outillage, par la guerre ou comme on voudra, pour entreprendre encore une reconstruction... et empocher toujours de la plus-value. Mais alors, d'où viendrait et quand apparaîtrait la combattivité ouvrière et sa conscience ? Ce même circuit fermé empêche de comprendre la cause de la passivité et du scepticisme des masses, tellement durable ; il empêche aussi de comprendre les tâches révolutionnaires à se donner, aux révolutionnaires comme à tous les exploités. La première situation n'a pas été le fait de la répression bourgeoise, mais de l'irradiation mondiale de la contre-révolution russe barbouillée en socialiste. Les tâches à se donner, par contre, exigent une importante reconsidération théorique, qui n'a pas été entreprise, ou bien mal, par les tendances critiquées ici.

Comble de la gaffe, la troisième guerre mondiale, annoncée comme proche, sinon imminente, est en train de laisser là plantés ses crieurs, énième version. Ils la voient s'éloigner à leur horizon temporel, par effet des armes thermonucléaires, chimiques, etc. dont la portée exterminatrice met à nu la caducité, la corruption, l'ultime sentence technologique de la décadence comme un tout. On l'a vu lors de l'épisode des missiles à Cuba. Tout de même, le danger ne disparaîtra qu'avec la relation sociale qui l'engendre : capital/salariat.

Cependant, les groupes dont il a été question ici ne trouveront pas la liaison avec les agitations ouvrières à venir sans qu'ils taillent eux-mêmes leurs idées dépassées ou entièrement fausses. En un mot, il faut prendre une nouvelle envolée théorique, ce qui revient à dire, d'activité pratique. C'est cela, toute pédanterie bannie, la praxis. Mais au contraire, ils semblent s'agripper à leurs aberrations. Seule Battaglia Comunista insinue un certain changement. Dans son numéro de juillet elle dit "ne pas faire référence tant à la crise de surproduction" qu'à celle de décadence. Cela suffit pour nier l'existence de la première, et qu'elle se produise ou non, la dépouiller des vertus qui lui étaient accolées auparavant. Si l'on tire conséquemment ce bout de corde, d'autres changements se présenteront en file indienne.

Des symptômes précurseurs de nouvelles ouvertures révolutionnaires s'aperçoivent au milieu du fracas mondial. Ceux de plus grande importance, les voici : la reprise de la croissance capitaliste, dont la nocivité aggravée permettra au prolétariat de se dresser contre le système ; la connaissance généralisée de l'effroyable vérité sur la contre-révolution russe et le mépris des masses envers ses partis ; l'irréversible rejet des syndicats par les travailleurs ; la mise en évidence des nationalismes, guerrilleries, terrorismes et similaires, comme le fait des sujets et des partis avides d'exploiter leurs propres co-nationaux ; la nécessité, chaque jour plus pressante, de supprimer tous les armements militaires et les armées sans exception ; la poussée des exploités, très persistante, quoique retenue pour l'instant, vers une société sans classes et hautement développée.

octobre 1988

ALARME

COUPS D'ŒIL:

LES IDEES DU P."S".

La seconde élection de Mitterrand à la présidence de la République et la formation du gouvernement Rocard ont eu immédiatement des répercussions favorables dans les milieux capitalistes français et internationaux. Les valeurs en bourse ont monté, les investissements allant bon train, les offres publiques d'achats d'actions à prix redoublés devenant quotidiennes. Même avant les élections, Rocard se réjouissait : "quelque soit le résultat du scrutin, le nouveau gouvernement devra appliquer mes idées".

L'aveu est indéniable : ses idées et celles de son parti sont des idées capitalistes, sans la moindre parcelle de socialisme. Le mot n'y reste accroché que par atavisme et parce qu'il sert encore à donner le change aux ouvriers, qui sont instinctivement ennemis du capital. Autrement dit, ce parti trompe à dessein le prolétariat tout entier, alors que pour les exploités, non seulement il est sincère, de quelque manière qu'il présente "ses" idées, mais il s'efforce d'être leur contre-maître le plus doué et le plus rentable. D'ailleurs, le raisonneur Rocard ne l'ignore point, lui qui écrivait jadis sur la plus-value dans l'organe du PSU, c'est-à-dire sur l'exploitation du travail salarié à supprimer. A présent il se propose de l'accroître.

OUVERTURE, DE QUI A QUI ?

Jusqu'à présent, le Parti (ex)-Socialiste était un auxiliaire respectable mais secondaire du capitalisme, appelé à gouverner de manière épisodique, seulement dans des circonstances où il fallait camoufler le pouvoir et rejeter une offensive des masses. Cette fois, il passe au premier plan, il est reconnu comme un représentant durable et plus apte que la droite

traditionnelle. Il est reçu en pleine confiance par les milieux d'affaires les plus réactionnaires. Si bien que l'ouverture n'est pas celle qui concerne certaines personnes de la droite traditionnelle, mais celle que le grand capital (serait-il gauchiste ?) offre au parti de Mitterrand, Rocard & Co. à l'instar d'autres faux socialistes (Suède, Royaume-Uni, Italie, Espagne). Les français montent en grade dans l'estime des exploités unis de tous les pays.

Précision très importante : ce qui a fait leur fortune, dans la double acception organique et comptable, plus de 70 ans après qu'ils aient trahi la révolution prolétarienne, c'est tout simplement que les partis "communistes", après avoir trahi eux-mêmes, toujours à la traîne de Moscou, se sont avérés encore plus faux et perfides que les premiers.

Le résultat de tout cela est un recul énorme de la combattivité ouvrière, un appauvrissement des idées révolutionnaires et l'absence d'une organisation de la classe qui, face au marché européen et mondial, reprenne et mette à exécution le cri :

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LE TROISIEME LARRON

S'adressant au congrès annuel des syndicats britanniques (TUC), Jacques Delors, président de la Commission Européenne, leur dit : "l'Europe a besoin de vous". La salle lui répond par une ovation. A peine est-il besoin de l'explicitier : " les affaires du Marché Commun ne peuvent pas réussir sans vos services". Et les syndicats de se mettre au garde-à-vous : "comptez sur nous pour vous enrichir, Patron". Quelques mois auparavant, s'adressant à la Confédération Européenne des Syndicats, à Stockholm, le même haut fonctionnaire avait aussi obtenu l'acquiescement des participants.

Ces assemblées, on ne l'ignore pas, sont surtout composées de bureaucrates provenant de toute la gamme hiérarchique. Toutefois la grande majorité des ouvriers, tout en se méfiant des syndicats, est encore en proie à des préjugés qui l'empêche de classer ces organismes parmi ses ennemis de classe. Cela rend facile, et toujours victorieux, le jeu des exploités. Quelle que soit la conjoncture, bonne ou mauvaise pour les affaires, le capital peut dormir tranquille du moment que les syndicats "ouvriers" sont là pour lui vendre la force de travail des salariés. Ajoutons qu'ils sont, en réalité, les exécuteurs des basses oeuvres des deux plus importants faussaires (P."C" et P."S") du capitalisme. Le prolétariat doit les attaquer comme un tout, sans égard pour leur aspect organique. Ce ne serait là qu'une condition préalable à une lutte révolutionnaire contre le capital.

ANTI-PLANIFICATION

Les douze du Marché Commun Européen projettent de freiner la production de céréales, d'oléagineux et de protéagineux, moyennant la mise en jachère d'un million d'hectares de terres cultivées. C'est ce qui se fait depuis longtemps aux Etats-Unis, avec le succès capitaliste que nul n'ignore. Dans l'industrie, la restriction productive est moins visible, mais non moins intentionnelle et inséparable de l'étape actuelle du capitalisme, surtout celui des pays les plus mécanisés. L'importance de ces

faits est énorme et devrait inciter la classe ouvrière au soulèvement généralisé ... si ce n'était la barrière, doublée d'un délabrement idéologique propre, que lui opposent des scélérats déguisés en amis.

Il va de soi que de semblables plans sont dressés pour garantir au capital le maximum de bénéfices. Les centaines de millions, les milliards d'affamés, et les autres aussi, ne sont que détritiques du système capitaliste. Cette situation, qui englobe aussi les pays dits riches - en vérité des riches - est inséparable, ou pire encore, est absolument nécessaire à la vie et à la survie du système. C'est elle qui confère à ses projets économiques, réussis ou non, une signification diamétralement opposée à la planification réclamée par le mouvement révolutionnaire, et plus que jamais requise.

Et celle-ci ne serait qu'un leurre de plus si elle ne fondait pas ses perspectives de production sur les besoins de consommation du prolétariat avant tout, sans tenir compte de ses capacités d'achat. Pour le système capitaliste il ne peut y avoir que des anti-plans, du dirigisme, à la française, à la russe ou à l'américaine. L'alternative est donc, soit de s'emparer du pouvoir et de l'économie afin d'établir un plan de production-distribution, soit de s'abandonner lâchement aux anti-plans qui sont en passe de tout démolir pour le salut des exploités.

CHRIST ET STALINE

Une délégation papale de 15 cardinaux, primats, archevêques, etc. conduite par Casaroli, le second du Vatican, est allée à Moscou célébrer le millénaire de la christianisation de la Russie. Elle répondait à une invitation du patriarche orthodoxe, autant dire du Kremlin, car celle-là est son église, humblement obéissante et payée pour. Jusque là, la christianisation était officiellement attribuée à l'Église de Byzance, dont le patriarche est issu. Au yeux de Moscou, le catholicisme était l'église de l'impérialisme rival.

Cette rencontre voulue par le pouvoir dans le cadre de la gorbatchade, prend une signification particulière de connivence entre les deux églises et le gouvernement. Il s'agit, il est très important d'en prendre note, de trois bureaucraties, trois castes, qui ont pour arrière-fond commun le monde de l'exploitation capitaliste, et comme particularité d'être, chacune d'elles, une entité capitaliste collective. Du point de vue de la relation réciproque, l'église orthodoxe se trouve depuis longtemps soumise au pouvoir. Elle lui a rendu, entre autres services, celui, suprême, d'avoir apporté son concours à l'assassinat de la révolution et des révolutionnaires de 1917. L'église catholique, quant à elle, approuva de loin, comme tous les gouvernements réactionnaires de l'époque, mais à présent elle est en passe de rendre des services non moins importants en Pologne et dans d'autres pays de l'Est.

En effet elle, et le pape en personne, protègent le pouvoir stalinien plus efficacement que le parti dictateur et sa police. C'était particulièrement clair en 1980. Cela vaut bien la turlupinade du millénaire. Les successeurs du Christ et les héritiers directs de Staline y ont collaboré en l'honneur de la fausse transparence de Gorbatchev.

HOMMAGE DES ASSASSINS A LEURS ASSASSINÉS

Tel est le monstrueux, le sinistre, le cynique paradoxe que les autorités russes sont en train d'organiser. Il s'agit d'ériger un monument à la mémoire des victimes de la répression sous Staline. La décision a été prise à la conférence du parti cet été, et une association dite "Mémorial" est créée dans ce but. En Pologne, alors que le pouvoir se décomposait en 1980, face à l'offensive de la classe ouvrière, on trouva cet attrape-nigaud, à l'aide de l'église et de ses Walesa, pour faire croire au prolétariat qu'il avait gain de cause. Mais en Russie, l'enjeu est incomparablement plus grand.

Des millions de personnes ont péri dans les camps de concentration, exécutées ou exténuées au travail forcé, des centaines de milliers, et tout d'abord la génération bolchévique de 1917, ont été assassinées dans les cachots, les isolateurs politiques, les camps d'extermination, et ont été vilement calomniées. "Agents de Hitler" tonnait la propagande stalinienne, dans toutes les langues du monde, avec la complicité de ses partis et de légions d'intellectuels. En même temps, le gouvernement de Staline se disposait à signer le pacte bien connu avec Hitler.

Le projet de monument, ainsi que les prétendues réhabilitations, font évidemment partie de ce que le charlatan Gorbatchev appelle transparence ("glasnost"). C'en est même une des facettes les plus importantes. C'est aussi celle qui met à nu l'odieux mensonge de toute l'opération Gorbatchev. A côté du massacre des juifs par Hitler, le stalinisme, qui n'a jamais été le seul Staline, a assassiné des millions d'hommes, dix, vingt ou trente millions, impossible de le savoir sans fouiller dans les archives gouvernementales. Et parmi ces hommes, on n'insistera jamais assez, toute la génération de Lénine et Trotsky.

Or Gorbatchev et tous ceux qui l'applaudissent, ne veulent voir dans cet incommensurable carnage qu'une erreur, qu'une offense à réparer par des excuses et par leur monument crapuleux.

Comme hier Khrouchtchev, Gorbatchev, fils lui-même de la contre-révolution stalinienne, ne peut agir qu'en stalinien, pour tâcher d'améliorer les conditions et l'image de cette contre-révolution. Il ne peut pas dire ni laisser d'autres dire : " Les crimes de Staline ne s'expliquent que comme l'aspect répressif de la contre-révolution capitaliste d'Etat dont nous avons hérité. On ne peut se débarrasser d'elle à moins d'un soulèvement plus général et plus profond que celui de 1917".

ECRIVEZ NOUS! PRENEZ CONTACT AVEC NOUS!
MILITEZ POUR LA REVOLUTION SOCIALISTE !

POUR TOUTE CORRESPONDANCE: FRANCE "ALARME" BP329
75624 PARIS CEDEX 13

ESPAGNE "ALARMA"(sans autres mentions)
APDO 5355
BARCELONA- ESPANA

LES PAIEMENTS DE PUBLICATIONS ET LES ABONNEMENTS DOIVENT ETRE
EFFECTUES A L'ORDRE DE: ALARME CCP N°151628 U PARIS

UN LOUFOQUE DE PLUS POUR

LE C . C . I

Cette organisation n'a jamais su polémiquer sans déformer les positions de son adversaire et le noyer dans un verbiage assomant. Toute discussion vraie est impossible avec elle. Plus ses positions principales s'avèrent en faillite, alors que les événements rehaussent les nôtres, plus elle s'efforce de créer parmi ses lecteurs un préjugé et un écran de fumée afin de nous présenter comme des idiots : nous serions un groupe extravagant, loufoque, surréaliste. Voici donc, confié à la faconde du CCI, un autre loufoque, surréaliste, etc. de notre compagnie.

F.O.R

"Une chose est certaine : si l'on réduit la salaire à son fondement général, c'est-à-dire à la partie du produit de son propre travail qui entre dans la consommation individuelle de l'ouvrier ; si l'on débarasse cette part de ses limites capitalistes en lui donnant l'extension que permettent les forces productives existantes de la société (c'est-à-dire la productivité sociale du propre travail de l'ouvrier en tant que travail réellement social) et que requiert, d'une part, le plein épanouissement de la personnalité ; si, en outre, on réduit le surtravail et le surproduit au volume nécessaire, dans les conditions données de la production sociale, d'une part pour la constitution d'un fond d'assurance et de réserve, d'autre part à l'extension continuelle de la reproduction dans la mesure déterminée par les besoins sociaux ; enfin, si l'on comprend dans le travail nécessaire, venant au premier rang, et dans le surtravail venant au second rang, la quantité de travail que les membres de la société capables de travailler doivent toujours accomplir pour ceux qui ne peuvent pas encore ou ne peuvent plus travailler ; en bref, si l'on débarrasse le salaire aussi bien que la plus-value, le travail nécessaire aussi bien que le surtravail, de leur caractère spécifiquement capitaliste, il est certain que ces formes disparaissent, et seul restent les fondements qui sont communs à tous les modes de production".

**moins de travail
plus de paie**

**mise à la produc-
tion de ceux qui
effectuent un tra-
vail superflu**

**reconversion des
industries de
guerre**

**toute augmentation
de la production à
ceux qui l'effec-
tuent**

**suppression du tra-
vail salarié**

"L'idée que seuls les rapports de distribution ont un caractère historique se rencontre d'abord chez les premiers critiques, encore hésitants, de l'économie bourgeoise. Mais elle repose, en outre, sur la confusion du processus social de production avec le processus de travail pur et simple, tel que devrait l'accomplir, sans le moindre concours social, un homme placé dans un isolement anormal. Dans la mesure où le processus de travail ne s'accomplit qu'entre l'homme et la nature, ses éléments simples restent communs à toutes les formes sociales de son évolution. Mais chaque forme historique de ce processus continue à en développer les fondements matériels et les modalités sociales. Parvenu à un certain degré de maturité, le mode historique spécifique est rejeté pour faire place à un mode supérieur. La crise éclate au moment où la contradiction et l'antagonisme entre, d'une part, les rapports de distribution - donc la forme historique spécifique de leurs rapports de production- et, d'autre part, les forces productives et les facultés créatrices de leurs agents gagnent en ampleur et en profondeur. Alors surgit un conflit entre le développement matériel de la production et sa forme sociale.

(idem. pages 1482-1483)

Le tout est partie intégrante de notre Pour Un Second Manifeste Communiste, considéré par le CCI, non sans turpitude, comme assimilable à un programme de transition, écran de fumée oblige ! Mais lisons encore quelques lignes de notre loufoque compagnon :

"(...) si le capital pose en idée toute limitation comme un obstacle à surmonter, il n'en résulte pas qu'en réalité il les surmonte tous. Toute barrière étant contraire à sa vocation, la production capitaliste se développe dans des contradictions qui sont constamment surmontées, mais aussi continuellement posées. Plus : l'universalité vers quoi tend sans cesse le capital rencontre des limites immanentes à sa nature, lesquelles, à un certain stade de développement, le font apparaître comme le plus grand obstacle à cette tendance et le poussent à son auto-destruction."

(idem. page 260)

impossibilité de développement capitaliste et conditions objectives données.

non pas crise de surproduction mais, de décadence, ce qui appelle à la révolution.

ainsi donc, les tenants de la révolution politique se trouvent en vérité à droite du programme de transition de la IV^e internationale.

POLOGNE 1970 - 1988

Cela fait une vingtaine d'années que la classe ouvrière polonaise affronte régulièrement le Parti-Etat en dépit des manigances de l'"opposition" cléricale, syndicale et prétendue démocratique. En 1970-71, alors que Walesa est encore un inconnu, probablement déjà admirateur du pape et de Pilsudski (le dictateur militaire des années 30), la classe ouvrière propage la grève générale en réponse à une forte augmentation des prix des produits de première nécessité. Mais ce n'est pas tout ; faisant face à la répression qui commence à s'abattre sur elle, elle s'élançe à l'assaut des locaux du Parti et des commissariats dans lesquels elle ravit des armes. Dans quelques endroits même, la revendication d'un "Pouvoir Ouvrier" apparaît. L'Armée, équipée de tanks et d'hélicoptères, intervient et dans les grandes concentrations industrielles comme Gdynia et Gdansk, les affrontements font des centaines de morts du côté ouvrier. Néanmoins le gouvernement cède et annule l'augmentation des prix.

C'est en 1976 qu'il réattaque mais cette fois il propose que l'augmentation des prix soit discutée dans des assemblées ouvrières convoquées par les membres du Parti. De ces fameuses assemblées, surgit soudainement et violemment la contestation et le 25 juin 1976, se produisent des incidents identiques à ceux de 1970. A Radom principalement, une localité industrielle proche de Varsovie, la violence atteint à nouveau son comble ; pillages des magasins réservés à la bureaucratie, lynchages de fonctionnaires du Parti, barricades, combats contre les troupes d'élite de la police acheminées par avion, rappelleront dans cette ville les émeutes de six ans auparavant. Pour la seconde fois le gouvernement doit reculer et annuler l'augmentation des prix. Quatre ans plus tard, en 1980, il tente de récidiver et c'est encore la grève qui lui répond, d'abord des ports de la Baltique puis de tout le pays. Des assemblées et des comités ouvriers indépendants du Parti, surgissent et parfois, comme dans la région de Lodz, ils organisent le ravitaillement de la population, éliminant ainsi les sempiternelles queues devant les magasins. Le mouvement est profond et tenace.

Le pouvoir impuissant voit sa répression battue en brèche par des grèves de solidarité mais aussi par des menaces de sabotage. Cette manière de voir peut paraître idyllique surtout si l'on sait que l'église catholique, qui s'interpose immédiatement, bénéficie d'une popularité certaine. Mais les faits sont là qui ne s'accomodent pas de l'esprit évangélique. Avant de continuer cette rétrospective, il faut bien comprendre que le mouvement de 1980 intervient à la suite de dix années de contestation et qu'aux plus forts moments de celle-ci, le prolétariat affiche nettement dans l'action des tendances subversives, et ce indépendamment de ce qu'il pense et croit. Jusqu'en 1980, à des degrés divers et bien que non exprimé comme un objectif à atteindre, armes, pouvoir, économie sont à la portée de sa rébellion. le ronron des gouvernements occidentaux, de leurs syndicats et des gauchistes

autour de Solidarnosc, aurait tendance à nous le faire oublier. Et pour cause, pour ces gens-là, et avec certitude pour les deux premiers cités, il s'agit d'enfouir le plus formidable mouvement récent de notre époque, qui de plus démystifie la nature "socialiste" ou "ouvrière" des pays de l'Est. Ceci étant dit, nous pouvons continuer.

En 1980 donc, la direction du mouvement, le comité inter-entreprises de Gdansk avec à sa tête Walesa, se constitue en un syndicat soit-disant libre et indépendant du pouvoir. Mais en réalité, il est inféodé à l'église catholique qui, 25 ans auparavant, a recouvré biens et privilèges grâce à Gomulka, le chef d'Etat polonais de l'ère Kroutchev en Russie. De toute façon, pour aussi "libre" qu'il se prétende, un syndicat est une organisation capitaliste. La différence entre Solidarnosc et les syndicats d'Etat du régime polonais, c'est que les seconds sont directement acheteurs de la force de travail tandis que le premier veut s'instituer détenteur unique de cette force qu'il aura mission de vendre. Mais poursuivons.

Immédiatement, le syndicat "libre" récemment créé s'agenouille non seulement devant Dieu mais aussi devant le Parti, dont il n'est absolument pas question de contester le rôle dirigeant. "Nous n'attaquons ni la milice, ni l'appareil du Pouvoir... nous ne menacerons ni le gouvernement, ni le Parti, ni le Socialisme, ni les alliances signées..." déclarent Walesa et Solidarnosc, qui multiplient de surcroît les déclarations patriotardes. En février 1981, ils vont même jusqu'à conclure une trêve de trois mois avec le gouvernement. Depuis les bancs de la classe ouvrière, les premiers cris de trahison fusent et la contestation s'installe à l'intérieur même de Solidarnosc. Toutefois, imbibée de préjugés nationalistes et religieux, mais surtout privée de perspectives d'envergure, la classe ouvrière ne sait plus que faire et elle obéit malgré tout à l'ordre de trêve. Le 13 décembre 1981, c'est pieds et poings liés par Walesa & Co, qu'elle est livrée au coup d'Etat militaire du général Jaruzelski.

Il faut attendre 1988 pour qu'elle se ressaisisse de façon significative, sans aucune consigne syndicale ni papale. Nous sommes en avril-mai, la grève éclate à Bydgoszcz dans les transports, à Nowa-huta dans la sidérurgie et à Gdansk sur les chantiers navals. Rapidement, le gouvernement cède de substantielles augmentations de salaires, ce qui lui vaut d'être tancé par un certain Jacek Kuron, un athée partisan de Solidarnosc qui, il y a vingt ans déclarait que le régime polonais était réactionnaire et capitaliste. Nous le citons : "les autorités ont répliqué par une méthode suicidaire, concessions salariales et refus de toute négociation avec les comités de grève. En d'autres mots, elles ont encouragé les revendications salariales sans se donner les moyens de stopper la grève". Dans le même sens, nous aurions pu aussi citer Walesa, mais cela suffit pour montrer la collusion évidente des intérêts capitaliste entre le pouvoir et l'ensemble de la prétendue opposition.

Cela ne peut pas échapper à la classe ouvrière et pourtant, la grève qui réapparaît en août et qui s'étend à tout le pays, porte en tête de ses revendications la légalisation de Solidarnosc. Résumons la suite. A la fin du mois, au plus fort du mouvement, Walesa stoppe la grève sous les huées de nombreux ouvriers. Il n'a rien obtenu en échange, mais dès lors, en toute impunité, il parade à qui mieux mieux comme un véritable chef d'Etat capitaliste, se payant même le luxe de faire acclamer Thatcher en visite en Pologne. En octobre, à l'annonce de la fermeture des chantiers navals de Gdansk, il réussit de plus à briser dans l'oeuf une riposte spontanée. Au regard de la décennie 70/80, il est indéniable que la vigueur du prolétariat polonais a diminué sous le poids de la direction qui lui a été imposée et qu'il a acceptée. Toutefois, gardons-nous de toute conclusion hâtive.

Rien en Pologne, depuis vingt ans, ne peut être compris si l'on suppose que la dynamique des événements repose uniquement sur la volonté des ouvriers de faire aboutir telle ou telle lutte revendicative à caractère économique. Le levain de l'agitation sociale réside aussi et surtout dans la haine du pouvoir stalinien. Ajoutons à ceci que ce dernier se fait passer pour socialiste, escroquerie sagement entretenue par les gredins de l'"opposition", et nous comprendrons les raisons du "succès" de l'Eglise et de Solidarnosc. Nous mettons le mot succès entre guillemets car le succès lui-même n'est pas aussi profond qu'on veut nous le faire croire.

Premièrement, l'Eglise a officiellement pignon sur rue, ses chapelles s'alignant à côté des maisons du peuple ou autres centres du culte du Parti. Ce privilège ne peut manquer de choquer l'esprit révolté en butte à un Etat totalitaire. Deuxièmement, les sermons de l'Eglise sur la liberté d'opinion ne font illusion que parce que le stalinisme a opposé socialisme et liberté. Partout ailleurs où le stalinisme n'est pas au pouvoir, ils font nettement moins recette. Quant à Solidarnosc, en tant qu'officine cléricale, cela ne vaut guère mieux. Enfin, nous savons que le sentiment d'avoir été trahi par l'une et par l'autre ne cesse de grandir dans la classe ouvrière. Pour que ce sentiment se transforme en rébellion ouverte et en accusation directe de l'Eglise et de Solidarnosc, non comme des traîtres, mais comme alliés objectifs du gouvernement contre la classe ouvrière, il faut que la nature-même du régime soit dénoncée pour ce qu'elle est : non pas socialiste, mais capitaliste. L'obstacle est essentiellement d'ordre idéologique et hérité de la contre-révolution stalinienne. La perspective demeure elle, révolutionnaire.

De ce que nous venons d'exprimer se déduit l'axe d'une intervention révolutionnaire en Pologne. A bas le Parti-Etat capitaliste et par conséquent, à bas l'Eglise et Solidarnosc. Aujourd'hui plus qu'il y a dix, quinze ou vingt ans, il est dangereux de focaliser l'attention du prolétariat polonais sur la lutte revendicative pour l'augmentation des salaires, la diminution des prix, etc. Ces revendications ne sont pas

révolutionnaires pour elles-mêmes, en tant que telles. Nous l'avons montré dans notre rétrospective, dans le feu de l'action, le prolétariat tend même à les dépasser et à imposer sa propre gestion (Lodz 1980). A quoi bon le tirer encore en arrière, alors que cela a déjà été toute la force d'une organisation syndicaliste et réactionnaire comme Solidarnosc. Nous avons dit, dans un numéro antérieur de notre revue, à propos du mouvement de 1980, que la spontanéité du prolétariat polonais ne tendait pas vers la création d'un syndicat, mais vers la création d'organes d'un pouvoir prolétarien, comparables entre autres aux soviets russes de 1905 et aux comité-gouvernements espagnols de 1936.

C'est vers cette tendance que la classe ouvrière doit à nouveau s'acheminer, contre toute espèce de syndicat. Lui conseiller de s'accrocher à la lutte revendicative sous prétexte que Waleza et le Vatican dévoient celle-ci sur le terrain démocratique, est donc totalement absurde. La lutte revendicative n'acquiert pas plus de contenu révolutionnaire parce que d'un autre côté, le prolétariat manifeste crucifix et drapeau national en tête. Prétendre le contraire signifie ni plus ni moins flatter le prolétariat pour mieux s'aplatir devant ses préjugés réactionnaires, dont par ailleurs on exagère la profondeur de l'enracinement. En un mot, c'est se priver de moyens pour l'objectif visé, la lutte politique, car les illusions démocratiques capitalistes ne sont pas combattues du seul point de vue qui peut prétendre à l'efficacité, à savoir celui de la révolution socialiste.

De plus, il faut bien faire attention à ne faire aucune concession idéologique au pouvoir stalinien car des concessions pourraient être faites sous couvert de ne soit-disant pas en faire au prolétariat. Entendons-nous donc ; les idées socialistes ne s'opposent pas à la soif de liberté d'un prolétariat maintenu sous un joug totalitaire, et rappelons-nous que cette soif, pas seulement la faim, l'a conduit à prendre les armes en 1970 (Notons au passage que les grèves d'août 1988 sont parties du secteur le mieux rétribué de la classe ouvrière polonaise : les mineurs...). Bien ! Ce que le prolétariat doit comprendre, c'est que la plus large démocratie, confisquée dans tout type d'Etat capitaliste, réclame sa dictature de classe. Le discours anti-démocratique, pour lui-même, c'est-à-dire s'appuyant sur un matérialisme rabougri, est inapte à conduire cette lutte politique. Cette dernière doit nécessairement véhiculer un contenu social de même calibre. A la gestion capitaliste d'Etat et à la planification de la pénurie pour la classe exploitée, il faut opposer la gestion socialiste et la planification de la satisfaction des besoins par le prolétariat lui-même, à l'exclusion de l'Etat, d'un Parti ou d'un syndicat.

A l'heure où la contestation secoue les pays de l'Est, un parti révolutionnaire en Pologne devrait se hisser à la hauteur des possibilités existantes. Ce serait son unique force pour engager la lutte de classe à briser les frontières à l'Est, mais aussi à l'Ouest. Vive la révolution mondiale !

ALGÉRIE , NATION INDÉPENDANTE

"Les Ferhat Abbas et Ho Chi Minh, tout à fait comparables aux Massu métropolitains et aux colons, ne peuvent agir que par le recul de la révolution, et par les innombrables manigances inter-impérialistes du marchandage entre les deux blocs."

"La fin de l'éternité". G.Munis.1959.

La vague de grèves, aboutissant aux journées d'émeutes d'octobre 88, souligne nettement la nature de quelques conceptions sur l'Algérie et les "nations indépendantes".

Tout d'abord, l'aspect le plus frappant : la répression des émeutes, brutale et meurtrière. Les manifestants, très largement jeunes, ont pu comparer les ordres des militaires algériens avec ceux des israéliens. Les plus âgés ont pu rappeler les consignes des militaires français envoyés par la gauche dans les années 50. Ainsi, dans la fumée des affrontements, l'Etat algérien a été contraint de dissiper l'illusion sur laquelle il vivait : la libération nationale. Après 26 ans d'"indépendance" de la nation, les libérateurs peuvent enfin massacrer tout seuls leurs conationaux, sans avoir de compte à rendre. En fait, les dirigeants de l'Etat algérien ont été identifiés depuis longtemps pour ce qu'ils sont, par le prolétariat. Chaque grève voit les travailleurs s'affronter soit au Syndicat, soit au Parti-Etat, soit à l'Armée, soit à tous, et ce depuis des années maintenant. Que les hommes qui personnifient l'Etat soient maghrébins ou français, les prolétaires doivent faire face à la même répression.

Que dire alors de ceux qui assignèrent sans hésiter aux travailleurs algériens la tâche de se libérer de la tutelle française avant tout (tout quoi ? toute lutte pour leur propre classe !) et qui soutinrent la formation et l'activité du F.L.N ? Ils ont oeuvré à l'embrigadement du prolétariat, c'est-à-dire à sa mobilisation pour la défense de "sa" Patrie, "son" Etat, "sa" Nation. Concrètement la lutte contre le " colonialisme français" s'est inscrite dans le cadre de la lutte entre blocs militaires, et c'est sur ce front, où le prolétariat n'apparaît jamais en tant que classe, que les prolétaires algériens et français sont allés mourir. Ces premiers massacres ont préparé ceux auxquels nous assistons aujourd'hui, non plus pour l'établissement mais pour le maintien de la Nation, la Patrie et l'Etat algériens.

Toutes les organisations qui ont défendu un camp contre un autre, à l'époque de la guerre d'Algérie, se sont retrouvées hier comme aujourd'hui dans le camp des capitalistes, des massacreurs. Tant en France qu'en Algérie, des germes d'insoumission à l'ordre établi (et donc aussi au futur Etat algérien) se sont manifestés. Du boycott à la grève ou au sabotage, toutes nationalités de patrons confondues, malgré les consignes du FLN, aux mobilisations de mères de familles contre le départ des soldats. Au lieu

d'encourager, d'approfondir ces débordements dans une perspective défaitiste révolutionnaire, ils furent minutieusement remis dans l'ornière de la libération nationale.

Or la libération nationale ne peut être un objectif propre au prolétariat, dans la mesure où la nation, comme cadre, est celui de son exploitation. Elle est donc illusion d'une libération. Mais de plus, la mondialisation-même des rapports de production capitalistes, effectuée au tournant du siècle, s'est vue parachevée par la division du monde en deux blocs militaires. La libération nationale est alors une foutaise, chaque nation devant se satelliser dans un bloc avec la possibilité de changer d'orbite. Les tenants de la libération nationale projettent donc deux illusions : 1) La libération nationale est possible. 2) Elle est bénéfique au prolétariat.

Sur la nature de la possibilité, il a été répondu plus haut. Quant au caractère "bénéfique", il devient évidemment négatif puisqu'on demande aux prolétaires de se sacrifier pour une illusion. Les effets de la "libération nationale", oppression, répression, exploitation, induisent à leur tour la question: comment peut-on défendre ces luttes d'indépendance ? Et bien en prétendant que le type de régime qui s'installe en cas de victoire constitue un progrès sur la situation précédente. En quoi consiste ce progrès ? En la nationalisation, ou l'étatisation de tout ou partie des moyens de production.

Que ce pouvoir soit désigné comme communiste, socialiste, ouvrier déformé ou dégénéré, voire même capitaliste, peut importe. L'essentiel est d'y voir un progrès pour le prolétariat. Le caractère progressiste provient d'une injection (plus ou moins diluée selon les nuances) de progressivité venus de l'étatisation russe. Ceci revient à reconnaître que :

- 1) il n'y a pas libération mais alignement sur un autre bloc.
- 2) Que ce bloc est progressiste malgré ses éventuels défauts.

Or, non seulement l'étatisation des moyens de production n'est pas un progrès, mais c'est le moyen principal sur lequel s'est appuyée la contre-révolution en Russie. La classe capitaliste y exploitant collectivement le prolétariat, et ce de la seule façon possible aujourd'hui : en lui faisant suer et en s'accaparant la plus-value. Le système capitaliste, parvenu à sa maturité, a manifesté l'existence de conditions objectives à son dépassement révolutionnaire, par la mondialisation des rapports de production capitalistes, la guerre mondiale et la vague révolutionnaire de 1917 à 1937. De l'échec de cette dernière, essentiellement du à la contre-révolution russe, nous héritons de la division du monde en blocs.

Pendant cette division est elle-même illusoire et disparaît lorsque le prolétariat se manifeste sur son terrain de classe. La gauche et l'extrême-gauche ont montré leur appartenance de classe capitaliste en prétendant subordonner les affrontements de classe aux antagonismes entre blocs. Les prolétaires d'Algérie eux, ont réaffirmé le caractère anational du prolétariat, l'identité de ses ennemis et de ses objectifs sur toute la planète.

publications du FOR

EN FRANCAIS

Parti-Etat, stalinisme, révolution : G.Munis	30,00
Les syndicats contre la révolution : B.Péret, G.Munis ..	30,00
Les révolutionnaires devant la Russie et le stalinisme mondial (reproduction de l'édition de 1946) G.Munis	30,00
Le manifeste des exégètes (reproduction de l'édition de 1946) B.Péret	30,00
Fausse trajectoire de Révolution Internationale	10,00
Alarme spéciale organisation (n°13)	5,00
Alarme collection complète par 10 numéros	40,00
Pour un second manifeste communiste	25,00
Analyse d'un vide, cinquante ans après le trotskisme ..	25,00

EN ESPAGNOL

Jalones de derrota, promesa de victoria : G.Munis	150,00
Pro segundo manifiesto comunista	25,00
Llanamiento y exhorto a la nueva generación	15,00
Trajectory quebrada de Revolución Internacional	10,00
Explicación y llanamiento a los militantes, grupos y secciones de la IV internacional (1949)	15,00
Análisis de un vacío, cincuenta años después, el trotskismo	
Los revolucionarios ante Rusia y el stalinismo mundial (1946)	
El SWP y la guerra imperialista (1945)	30,00
Reproducción por tema de "ALARMA" 1era y segunda serie (1958-1976) : Revolución social y luchas de clase en España, Consciencia revolucionaria y decadencia capitalista, Situación internacional y luchas proletarias, Rusia, China, Cuba y satélites ; C/U	55,00

permanences:

PARIS: les seconds samedi de chaque mois de 15 à 17h00, au café "le Rond-Point" métro Père Lachaise

TOURS: tous les deux mois, le dernier samedi de 15 à 17h00 au café "le Bordeaux", place de la gare. Les prochaines: Fevrier et Avril 89

NANCY: meme fréquence et meme horaire que Tours au "café de la gare", place de la gare. Les Prochaines: Janvier et Mars 89

NOUS SIGNALONS LA PUBLICATION,

PROCHAINEMENT DANS L'ARME DE LA CRITIQUE N° 5 :

COUPS D'ECLAIRS SUR L'ETAT, PAR G.MUNIS

PAR AILLEUR, "BATTAGLIA COMUNISTA" A PUBLIE EN ITALIEN UNE CRITIQUE DE GRAMSCI, LIVRE ECRIT PAR O. DAMEN. DISPONIBLE AUPRES DE "BATTAGLIA COMUNISTA" C.P. 1753, 20101 MILANO ITALIE.

depot légal: 4° trim.88
directeur de publication
P.Marechal
comm.paritaire 61890